

Conseil maritime ultramamarin du bassin Antilles

Séance plénière du
Mardi 11 juin 2019

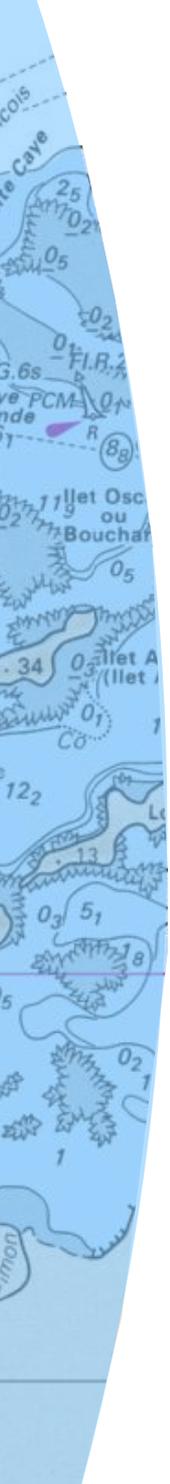


Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/



Discours introductifs

A fragment of a nautical chart is visible on the left side of the slide. It shows various navigational details such as depth soundings (e.g., 25, 05, 02, 01, 03, 51, 02, 1), names of locations (e.g., 'le Caye', 'Bouchar', 'Ilet A', 'Ilet'), and symbols for navigational aids like buoys (e.g., 'F.I.R.', 'P.C.M.', 'R (88)').

Stratégies maritimes : actualité caribéenne

1ère Sommet de l'économie bleue dans la Caraïbe

Sommet mondial à Nairobi en novembre 2018 sur l'économie bleue organisé par la Nations-Unies

1^{er} sommet à l'échelle de la Caraïbe, organisé en marge de la COP15 de la Convention de Carthagène (Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes)

Questions : quelle définition de l'économie bleue ? Quelles priorités pour cette économie bleue durable ? (éradication de la pauvreté et lutte contre la faim priorités pour de nombreux pays)

Sur la question de la gouvernance : démarche DSB présentée aux partenaires



Ordre du jour détaillé

1) Rapport d'activités du Conseil

- Rappel du rôle du CMUBA
- Approbation du PV de la dernière plénière
- Modification des membres du CMUBA (pour information)
- Rapport d'activités du Conseil dans l'élaboration du Document stratégique de bassin (DSB)
- Avis du CMUBA – modalités de consultation

Ordre du jour détaillé

2) DSB : ETAT DES LIEUX

- Rappel de la démarche DSB
- Avis sur l'état des lieux

3) DSB : fiches thématiques

- Présentation des enjeux / objectifs, fiche par fiche
- Procédure d'adoption du DSB
- Questions diverses



Rappels sur le CMUBA

Rappel présentation du CMUBA

- Conseils maritimes créés en 2014 par décret pour assurer la gouvernance des bassins maritimes en outre-mer
- Présidence du Conseil maritime ultramarin du bassin Antilles (CMUBA) assurée par les Préfets de Guadeloupe et de Martinique

Préfet déléguée de Saint-Martin et Saint-Barthélemy,
vice-président du Conseil

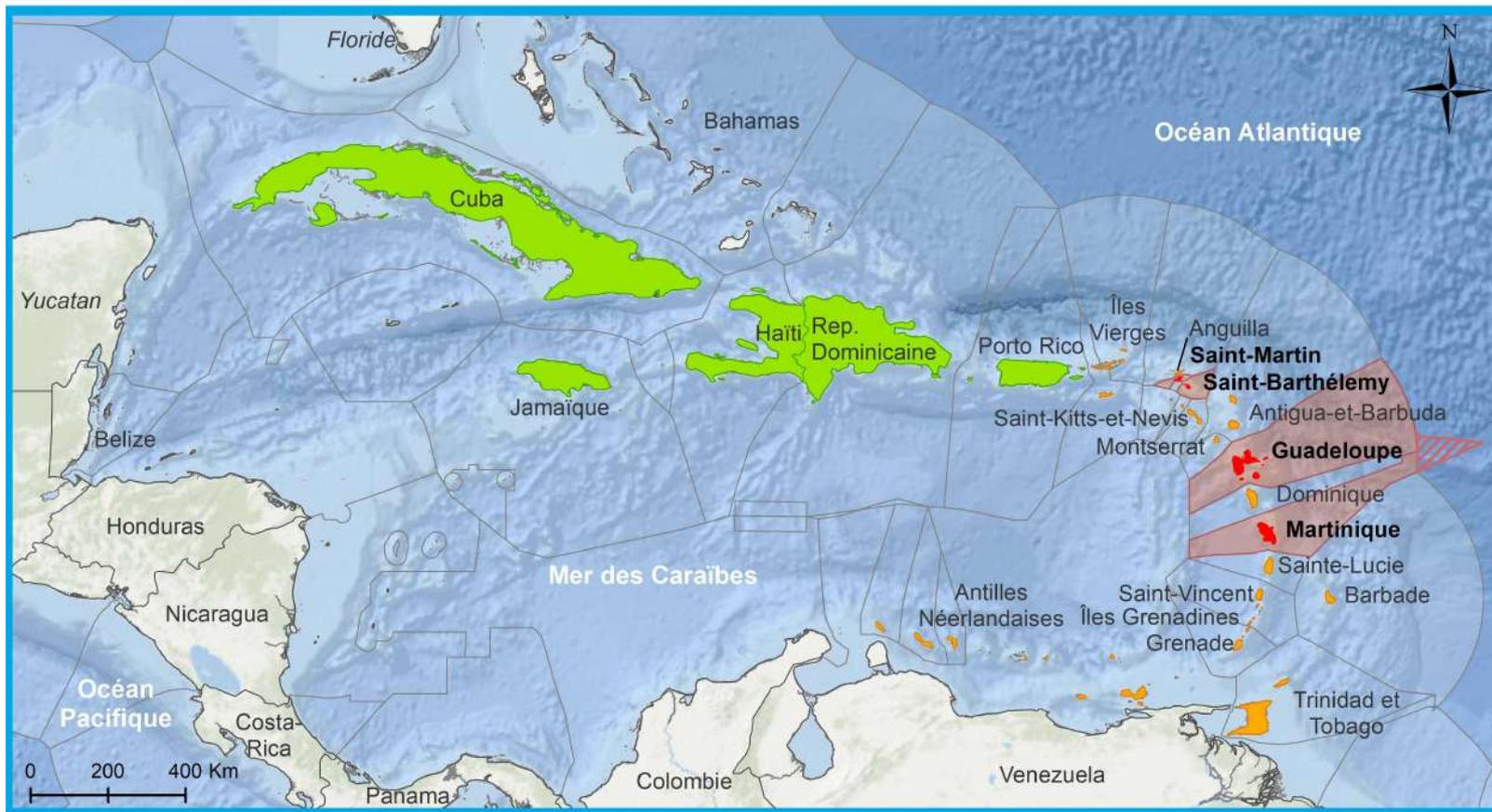
- CMUBA installé en mars 2016



Périmètre géographique du CMUBA

Eaux marines sous souveraineté ou juridiction française bordant la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Le Bassin caraïbéen



Projection : WGS 84 World Mercator

- Grandes Antilles
- Petites Antilles
- Antilles françaises
- Zone économique exclusive (ZEE)
- ZEE française

Extention du plateau continental

Réalisation Cerema Dter NC - août 2018

Source - Copyrights :
ZEE - marineregions.org
Fond de carte - Esri, GEBCO



Rappel présentation du CMUBA

- La mission principale du CMUBA est d'**élaborer le Document Stratégique de Bassin, dit DSB.**

Code de l'Environnement :

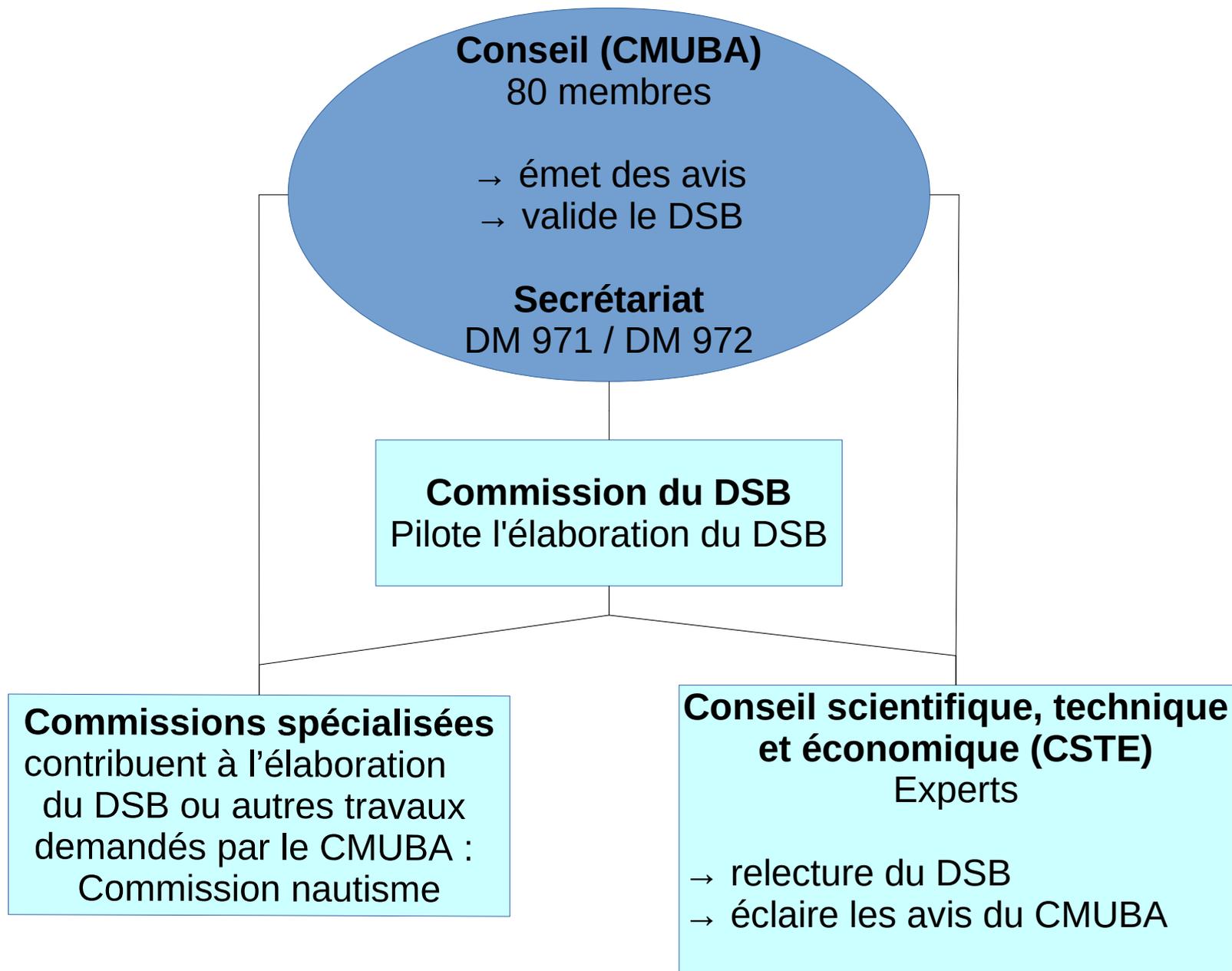
« Art. R. 219-1-16 – Le conseil maritime ultramarin élabore sous la présidence des préfets, le DSB »

« Art. R. 219-1-24 – le projet de DSB est élaboré par la commission DSB et est soumis à l'avis du conseil maritime ultramarin réuni en séance plénière »

- Le CMUBA élabore également des **avis sur les sujets relatifs à la mer et au littoral.**



Fonctionnement du CMUBA



Procès-verbal du Conseil plénier du 6 février 2018

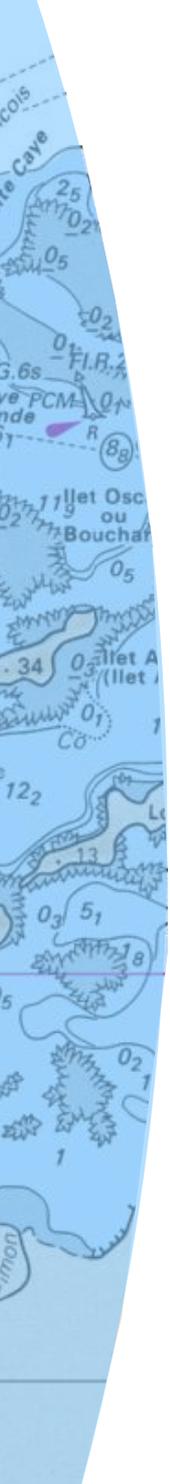
→ Projet de PV transmis à l'ensemble des membres du CMUBA avec l'invitation et avec le fond de dossier pour la réunion de ce jour



Questions ? Remarques ?

VOTE





Modification des membres du CMUBA



Modification des membres du CMUBA (pour info)

- Collège 6 des personnes qualifiées :

Suite à la liquidation de l'Institut régional de pêche et de marine (IRPM),

Mme Thérèse Marianne-Pépin, ancienne présidente de l'IRPM,
est remplacée par

M. Michel Gayadine, directeur du lycée professionnel Blanchet

- Collège 5 des associations de protection de la nature :

« Expédition 7ème Continent »

est remplacée par

l'UICN, qui a une délégation locale en Guadeloupe (et héberge le pôle relais national des zones humides tropicales)

Aucune participation de l'association « Expedition 7ème continent » ni aux travaux du CMUBA, ni aux plénières.



Modification des membres du CMUBA

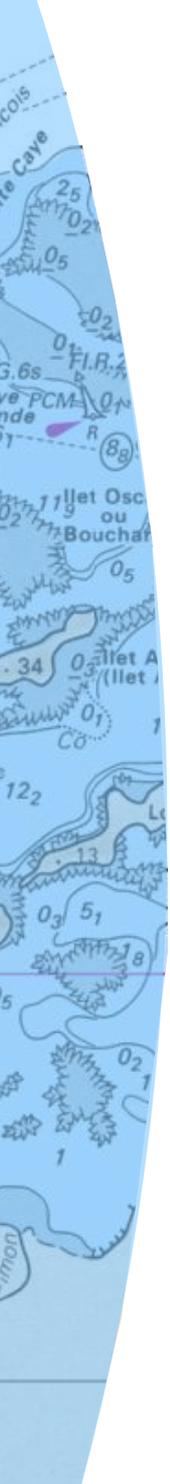
→ Aucune modification majeure :

Le CMUBA est toujours composé de 80 membres, répartis en 6 collèges, sans modification de l'équilibre territorial initial.

→ Ces modifications seront portées dans un arrêté inter-préfectoral de composition du CMUBA.

Une mise à jour plus générale est sans doute à porter pour remplacer les membres qui n'ont jamais participé aux travaux et qui n'ont pas de relais local identifié : Surfrider Foundation ? Alliance française pour la promotion de la plaisance et de toutes les pêches en mer ?





Rapport d'activités relatif à l'élaboration du DSB



Rapport d'activité du CMUBA

Chantier prioritaire = élaboration du DSB

Activité sensiblement renforcée depuis la plénière de février 2018,

et en particulier suite à la commission DSB en mai 2018 (en visio/audio) :

validation d'une méthodologie avec
l'organisation de séminaires participatifs,
élargis au-delà des membres du CMUBA,
pour travailler sur les enjeux et objectifs du DSB



Rapport d'activité du CMUBA

Organisation de 2 séminaires :

- 7 tables rondes, portant sur 6 thématiques différentes
- une cinquantaine de participants à chaque séminaire, issus des 4 îles du bassin
- des échanges particulièrement riches et constructifs



Séminaires DSB

Séminaire du 14 juin en Martinique

- Environnement marin / risques / sensibilisation
- Ports / transport maritime / croisière
- Recherche / filières innovantes

Séminaire du 21 novembre en Guadeloupe

- Pêche
- Environnement marin / risques / sensibilisation (n°2)
- Coopération régionale maritime
- Formation professionnelle

Rapport d'activité du CMUBA

- **Commission DSB en janvier 2019 :**

Décision de

- *tenir un nouveau séminaire pour préciser les enjeux et objectifs*
- *élaborer un état des lieux synthétique et problématisé selon 10 thématiques :*
les 6 thématiques abordées en séminaire + nautisme + ressources marines + risques + mer & société

- **3ème séminaire en avril 2019 (Guadeloupe) :**

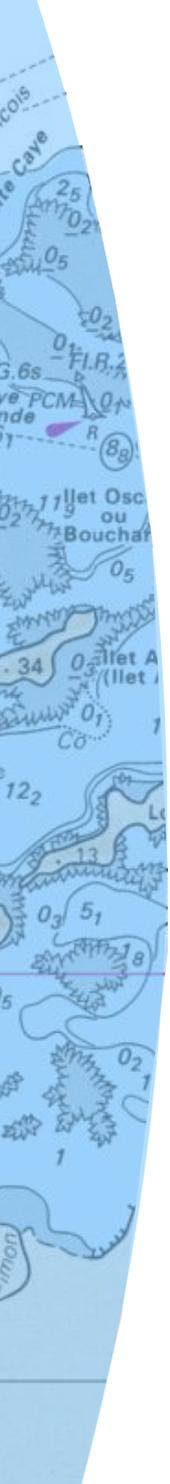
Travail sur les enjeux et objectifs : 3 séquences avec 2 tables rondes en parallèle à chaque séquence



Commission nautisme

- Création de cette commission validée lors de la plénière de février 2018
- Composée de 16 membres suite à un appel à candidatures
- 2 réunions de cette commission : le 5 juin 2018 et le 17 janvier 2019
- TRAVAUX :
 - Matrice AFOM et enjeux/objectifs
 - Projets de bassin :
 - *résilience de la plaisance face aux évènements climatiques,*
 - *mise en place de la REP (responsabilité élargie du producteur) pour les BHU (bateaux hors d'usage),*
 - *projet de guide du mouillage pour le bassin Antilles*





Les avis du CMUBA

Avis du CMUBA

Le CMUBA peut (article R 219-1-16 du code de l'environnement) :

- « émet des recommandations sur tous les sujets relevant de la mer et du littoral »
- « être saisi pour avis de toute question intéressants ces sujets par le ou les préfets concernés, une collectivité ou un groupement appartenant au bassin concerné, ainsi que par un tiers des membres du conseil maritime ultramarin. »

→ *CMUBA est dans l'obligation d'émettre un avis lorsqu'il est saisi*



Avis du CMUBA

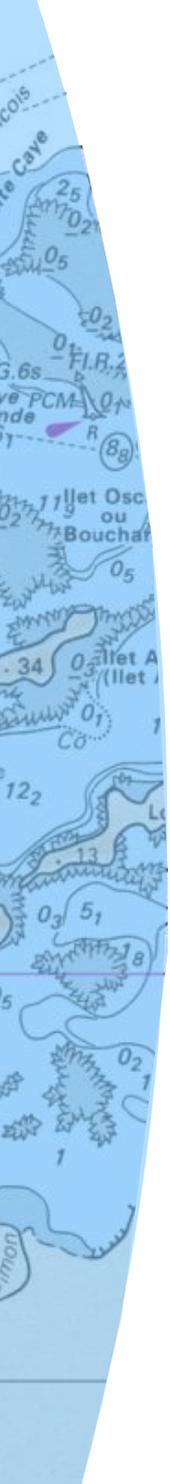
En 2019, le CMUBA a été saisi sur le projet de création de la RNT de Génipa (saisine conformément à l'article L332-2-1 du code de l'environnement) : *consultation du CMUBA en mai 2019*

→ avis à la signature des Préfets

Quel fonctionnement ?

- Difficulté de réunir le CMUBA en plénière : le règlement intérieur permet une consultation écrite des membres du CMUBA.
- Avis du CMUBA basés sur les objectifs du DSB
- Le secrétariat est chargé de rédiger une proposition d'avis. Pour certaines demandes d'avis, consultation d'experts (ex : si projet non prévu dans les objectifs du DSB)



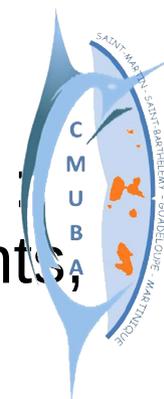


ELABORATION DU DOCUMENT STRATEGIQUE DE BASSIN



Le DSB, outil de mise en œuvre de la SNML

- Le DSB « précise et complète les orientations de la SNML au regard de ses enjeux économiques, sociaux et écologiques propres »
(art R. 219-1-23)
- Le DSB est le cadre de référence et l'outil pour la mise en œuvre de la politique maritime intégrée à l'échelle du bassin Antilles.
- S'intéresse à tous les sujets maritimes, sauf militaires : activités maritimes, protection des milieux, équipements, affectation des espaces aux différents usages...



Le DSB, outil de mise en œuvre de la SNML

Opposabilité du DSB (*art L. 219-4*)

1/ obligation de **compatibilité (non-contrariété)** pour les plans, schémas, programmes relatifs aux activités **localisées exclusivement en mer**

ex : SMVM, SRDAM, mesures du SDAGE en mer, projets de travaux/ouvrages/aménagements en mer, etc

2/ obligation de **prise en compte (respect des orientations fondamentales)** pour les plans/programmes/schémas susceptibles d'avoir une **incidence significative sur la mer**

ex : SRCAE, ScoT, etc



Le DSB - qu'est ce que c'est ?

- Architecture du document :

(définie par le code de l'Environnement)

1/ État de l'existant : de l'environnement tant en haute mer que sur le littoral, des conditions d'utilisation de l'espace marin et littoral, des activités économiques liées à la mer, des perspectives d'évolution socio-économiques et environnementales,



Le DSB - qu'est ce que c'est ?

2/ **Enjeux** : ce qui est « en jeu »

3/ **Objectifs** : identification des principaux objectifs partagés pour jouer sur ces enjeux

L'objectif définit un état à atteindre, ou vise à agir sur un facteur d'influence (limitant ou favorable) de l'enjeu

L'objectif est :

Spécifique (précis sur état à atteindre ou facteur influençable)

Mesurable (avec indicateurs de suivi)

Atteignable et

Réaliste : potentialité et leviers d'actions sont à prendre en compte

Temporel : doit être atteint dans une échéance donnée

4/ **Indicateurs de suivi** : pouvoir évaluer si l'objectif a été atteint, partiellement atteint, non atteint...



Etat des lieux du DSB

- Première présentation lors de la plénière de février 2018 par le Cerema
- Renforcé depuis cette date par vos retours
et par un travail complémentaire du Cerema sur les îles du Nord : mission sur place en mai 2018 et relecture par de nombreux experts locaux
- Document qui a fait l'objet de nombreuses sollicitations et relectures (AFB, CROSS, Union maritime et portuaire, BRGM, Ademe, DEAL, Conservatoire du Littoral...)



Etat des lieux du DSB

- Document final de plus de 200 pages, structuré en 5 parties :

- 1) *Présentation générale du bassin maritime,*
- 2) *Développement des activités économiques et maritimes*
- 3) *Protection des milieux marins,*
- 4) *Prévention des risques,*
- 5) *Connaissance/recherche/formation*

→ **1^{er} document à dresser un état des lieux complet** sur le domaine maritime sous toutes ses composantes au niveau du bassin Antilles



Etat des lieux du DSB

Principales conclusions de ce travail état des lieux :

- Difficulté à obtenir des chiffres sur de nombreux sujets (fréquentation, filières économiques, etc) → l'un des objectifs du DSB sera de trouver les bons indicateurs de suivis et d'organiser la récolte de données
- Irma a fortement perturbé les îles du nord (environnement, économie, etc)
- Peu de mutualisations inter îles, que ce soit public ou privé, malgré de réels échanges (itinéraires nautiques, transport maritime, caractéristiques environnementales, etc)



AVIS





DSB - Fiches thématiques

Document stratégique de bassin

10 fiches :

- *coopération régionale,*
- *environnement marin,*
- *formation aux métiers de la mer,*
- *mer & société, nautisme,*
- *pêche & aquaculture,*
- *ports & réseaux maritimes,*
- *recherche & innovation,*
- *ressources marines,*
- *risques*



Fiches thématiques du DSB

Pour chaque fiche :

- 1) État des lieux synthétique
- 2) Éléments clés
- 3) Matrice AFOM (Atouts Forces Opportunités Menaces)
- 4) Enjeux et objectifs



Fiches thématiques du DSB

Plénière = début de la consultation

→ Présentation des **enjeux** et **objectifs**

DSB = document supra, avec des objectifs globaux



(pas de plan d'action à ce stade, contrairement au SDAGE par ex)

→ Remarques et commentaires attendus : un temps d'échanges est prévu pour chaque fiche



Environnement marin



1. Gorgones et éponges (*Saint-Martin*)
2. Corail corne d'élan (*Saint-Martin*)
3. Saint-Barthélemy
4. Sargasses
5. Mangrove, Sainte-Luce (*Martinique*)

CHIFFRES CLES

**+ de 300
espèces**

de poissons côtiers

340 millions €

= valeur estimée des services
écosystémiques des récifs coralliens
dans les Antilles françaises (IFRECOR)

**Espèces
emblématiques**

49 espèces de requins

24 espèces de mammifères
marins

5 espèces de tortues

Diversité de biodiversité entre les îles

Moins de 50 % de
recouvrement entre la faune
marine de Martinique et la
faune marine de Guadeloupe
(MNHN)

Nombreuses aires marines protégées

Parc Naturel Marin de Martinique

Espace maritime du Parc National de
Guadeloupe

Réserves naturelles de Saint-Martin &
Saint-Barthélemy

Sanctuaire AGOA...

**Pression agricole sur la
qualité des eaux
côtières**

80 pesticides différents retrouvés
dans les cours d'eau (ODE
Martinique)

**Large zones
côtières**

contaminées au chlordécone et
interdites à la pêche en Martinique et
Guadeloupe

Seuls environ 40 %

des foyers sont reliés à un
système d'assainissement
collectif

**Dispositifs
d'assainissement
individuels** en mauvais état



ENJEUX ENVIRONNEMENT MARIN

Pollutions

Sensibilisation à l'environnement

Police

Préservation des espèces et des habitats

Durabilité des activités humaines

Financement

Gouvernance

Réchauffement climatique

Actions à réaliser connues

Question de volonté
politique



ENJEUX ENVIRONNEMENT MARIN

Pollutions

Sensibilisation à l'environnement

Police

Préservation des espèces et des habitats

Durabilité des activités humaines → *Nouvelle manière d'aborder la problématique*

Financement → *Réflexion au cœur du sujet*

Gouvernance → *Très importante, à laquelle le DSB contribue*

Réchauffement climatique → *Inconnue*





Formation aux
métiers de la mer

ENJEUX DE LA FORMATION AUX MÉTIERS DE LA MER

Offre de formation

Qualité de la formation

Sensibilisation

Coopération régionale



ENJEUX

Offre de formation

Qualité de la formation

Sensibilisation

Coopération régionale

OBJECTIFS

Identifier les besoins spécifiques des différentes filières maritimes en tenant compte des gisements d'emplois locaux et durables

Améliorer l'attractivité des écoles maritimes du bassin vis-à-vis des publics caribéens

Créer à la Martinique et en Guadeloupe un lycée des métiers de la mer

Préparer aux nouveaux métiers à terre et en mer, notamment ceux liés aux transitions écologique, énergétique et numérique

Créer de nouvelles formations en particulier dans le domaine aquacole et dans l'enseignement supérieur et encourager la poursuite des études supérieures

Profiter des dispositifs de financement de la formation continue (Plan Investissement compétence – PIC)

Moderniser les outils de formation existants pour optimiser l'offre de formation à l'échelle du bassin



ENJEUX

Offre de formation

Qualité de la formation

Sensibilisation

Coopération régionale

OBJECTIFS

Développer l'employabilité des diplômés

Mettre en œuvre la réforme de l'enseignement professionnel dans les filières de formation aux métiers de la mer

Accompagner de manière continue les évolutions numériques, technologiques et de dématérialisation

Intégrer les enjeux de durabilité dans tous les parcours de formation

Maintenir, développer et adapter les compétences des formateurs

Proposer une offre de formation flexible et innovante pour être au plus proche de l'élève ou du professionnel en formation





ENJEUX

Offre de formation

Qualité de la formation

Sensibilisation

Coopération régionale

OBJECTIFS

Valoriser et communiquer sur les métiers de la mer

Promouvoir l'offre de formation existante au sein du bassin





ENJEUX

Offre de formation

Qualité de la formation

Sensibilisation

Coopération régionale

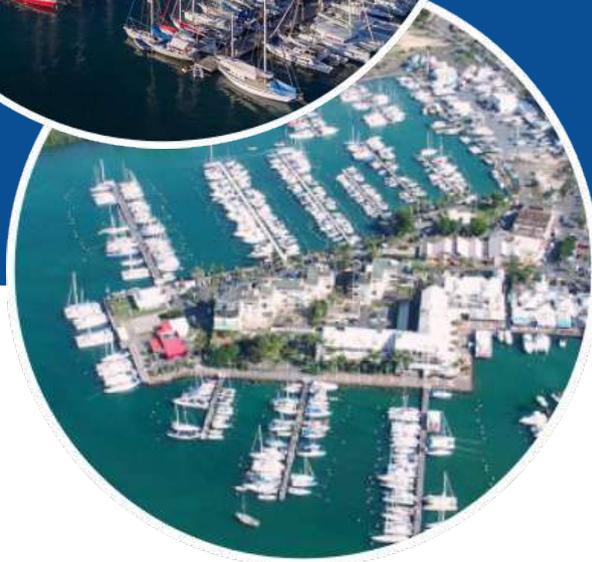
OBJECTIFS

Identifier l'offre et les besoins de formation de la Caraïbe

Adapter de manière ciblée l'offre de formation à l'échelle de la Caraïbe



Marina et aire de carénage du Marin
(Martinique)



Marina du Gosier
(Guadeloupe)
Source : <http://www.marina-gosier.com>

Plaisance et activités nautiques



ENJEUX DE LA PLAISANCE ET DES ACTIVITÉS NAUTIQUES

Attractivité du bassin

Compétitivité du bassin et sa gouvernance

Culture maritime « se tourner vers la mer »

Performance environnementale



ENJEUX

Attractivité du bassin

Compétitivité du bassin
et de sa gouvernance

Culture maritime
« se tourner vers la mer »

Performance
environnementale

OBJECTIFS

Définir et valoriser un positionnement stratégique « Nautisme et Antilles françaises »

Augmenter les capacités d'accueil pour la plaisance et la grande plaisance

Développer les services et la numérisation des prestations afin de positionner les ports, ZMEL et centres nautiques comme de réels « market places »

Conforter l'attractivité nautique du bassin pour les touristes



ENJEUX

Attractivité du bassin

Compétitivité du bassin et de sa gouvernance

Culture maritime
« se tourner vers la mer »

Performance
environnementale

OBJECTIFS

Préserver le foncier côtier pour des activités liées à l'économie bleue
(construction/réparation navale, entreprises nautiques, ports à sec, etc)

Maintenir l'expertise technique des professionnels du nautisme

Améliorer la formation professionnelle pour les navigants et les non navigants"

Développer les sports nautiques comme filières de diversification touristique

Renforcer la complémentarité des ports de plaisance à l'échelle du bassin

Améliorer la résilience de la filière nautique aux cyclones



ENJEUX

Attractivité du bassin

Compétitivité du bassin
et de sa gouvernance

Culture maritime
« se tourner vers la mer »

Performance
environnementale

OBJECTIF

Sensibiliser les décideurs au
nautisme



ENJEUX

Attractivité du bassin

Compétitivité du bassin
et de sa gouvernance

Culture maritime
« se tourner vers la mer »

**Performance
environnementale**

OBJECTIF

Réduire l'impact des activités
maritimes sur l'environnement et
accompagner les acteurs existants
dans l'évolution de leurs prestations



Ports de commerce et réseaux maritimes



| Port de Galisbay (Saint-Martin)
© Soualiga



| Port de commerce (Saint-Barthélemy)
© Collectivité de Saint-Barthélemy



| Grand Port Maritime
(Martinique) © GPMLM



| Grand Port Maritime
(Guadeloupe)
© Guadeloupe Port Caraïbes

ENJEUX PORTS DE COMMERCE ET RÉSEAUX MARITIMES

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique



ENJEUX

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique

OBJECTIFS

Renforcer une stratégie de développement concertée des ports et définir des stratégies communes

Renforcer les partenariats État / Collectivités et le secteur privé en faveur du développement portuaire



ENJEUX

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique

OBJECTIF

Se positionner dans le marché international des flux de marchandises / rester dans le flux mondial



ENJEUX

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique

OBJECTIFS

Améliorer la fluidité et l'efficacité de la chaîne logistique au sein du Marché Unique Antillais (MUA)

Mettre en place des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels

Maintenir et/ou augmenter la capacité de réparation navale dans les ports

Développer l'intelligence économique



ENJEUX

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique

OBJECTIF

Accompagner la transition énergétique et écologique de tous les ports de la façade et des transports/réseaux



ENJEUX

Gouvernance

Compétitivité à l'international

Performance économique

Performance environnementale

Changement climatique

OBJECTIFS

Adapter les ports et les transports maritimes au changement climatique

Atténuer les effets du changement climatique



Récifs artificiels du cantonnement de
pêche de Case-Pilote

© Observatoire du Milieu Marin Martiniquais (OMMM), 2017



Recherche & innovation

Houlographe
Source : CEREMA

Etat des lieux

Un bassin dans une situation exceptionnelle liée :

- à l'insularité de nos territoires
- à la fragilité de nos milieux
- à sa sensibilité face au changement global

Des moyens affectés à la recherche toujours insuffisants

- malgré la présence de plusieurs organismes de recherche et de l'Université

- malgré les efforts de recherche consentis par des équipes extérieures pour et avec les Antilles (ex : karubenthos et madibenthos, campagnes d'études sismiques, sargasses,...)

Des financements UE et internationaux difficiles à capter par les petites équipes locales (forte compétition dans les AAP)



ENJEUX

Objets prioritaires de recherche et d'innovation

Des besoins de recherche (trop?) nombreux, à hiérarchiser en fonction des moyens

Gouvernance

Application / valorisation de la recherche

OBJECTIFS

Améliorer la connaissance de la biodiversité marine

Améliorer la connaissance sur les pressions sur les milieux et les espèces

Améliorer la connaissance pour une meilleure gestion des ressources halieutiques

Identifier les ressources minérales et énergétiques pour une exploitation durable

Connaître et prévoir les risques naturels côtiers (érosion, trait de côte, submersion marine, tsunami, sargasses...)

Développer la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales

Mener des actions de recherche sur le lien terre/mer

Améliorer de la connaissance pour la restauration écologique des milieux (génie écologique)

Soutenir les actions de recherche sur les dépollutions et décontaminations



ENJEUX

Objets prioritaires de recherche et d'innovation

Gouvernance

Application / valorisation de la recherche

OBJECTIFS

Renforcer les moyens dédiés à la recherche dans le bassin **et pour le bassin**

Structurer la recherche et de l'innovation maritimes / marines à l'échelle du bassin **en renforçant la cohésion entre les acteurs**

Développer et adapter les filières de formation aux besoins

Orienter et prioriser les sujets de recherche



ENJEUX

Application / valorisation de la recherche

Gouvernance

Application / valorisation de la recherche

OBJECTIFS

Développer les structures et outils de transfert

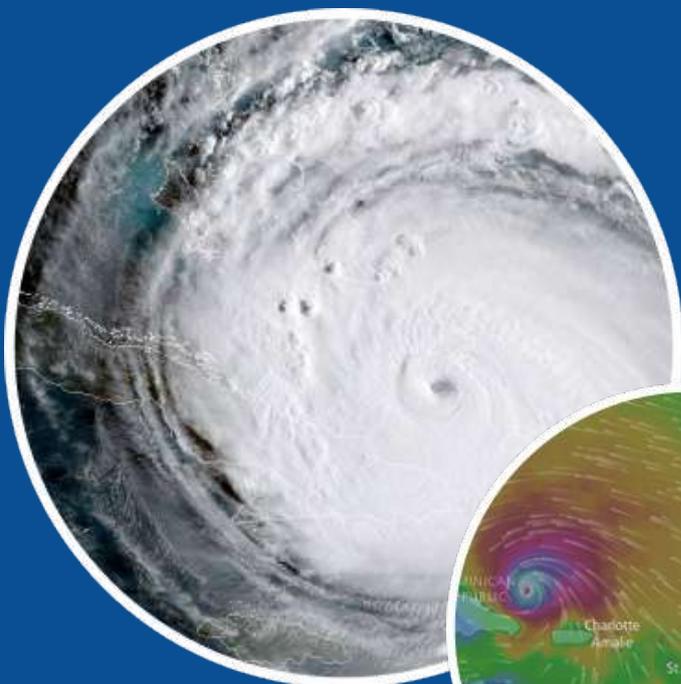
Mieux connaître les travaux de recherche et les valoriser à des fins d'innovation

Valoriser économiquement les ressources

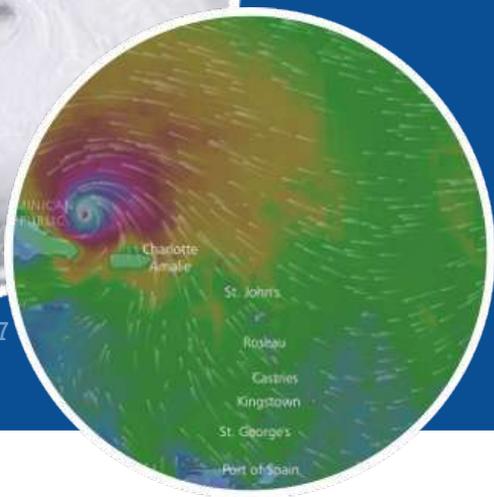
S'orienter vers des outils innovants

Vulgariser et diffuser les résultats de la recherche





Ouragan Irma, septembre 2017
Image de la NASA (© NOAA/CIRA)
et capture d'écran windy.com



Exercice CROSS



Phares
Et balises

Risques

ENJEUX RISQUES

Connaissance

Action publique

Sécurité maritime



ENJEUX

Connaissance

Action publique

Sécurité maritime

OBJECTIF

Connaître et prévoir les risques naturels côtiers (érosion, trait de côte, submersion marine, tsunami, sargasses...)





ENJEUX

Connaissance

Action publique

Sécurité maritime

OBJECTIFS

Coordonner l'action publique grâce à la mise en place de plans d'actions

Sensibiliser le grand public

Limiter l'impact des échouages de sargasses



ENJEUX

Connaissance

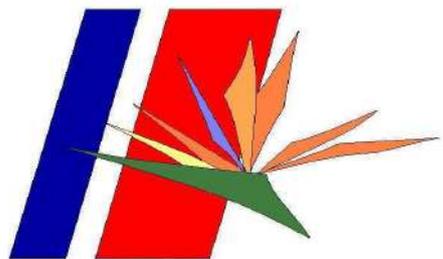
Action publique

Sécurité maritime

OBJECTIFS

Assurer la sécurité des biens et des personnes en circulation dans le bassin

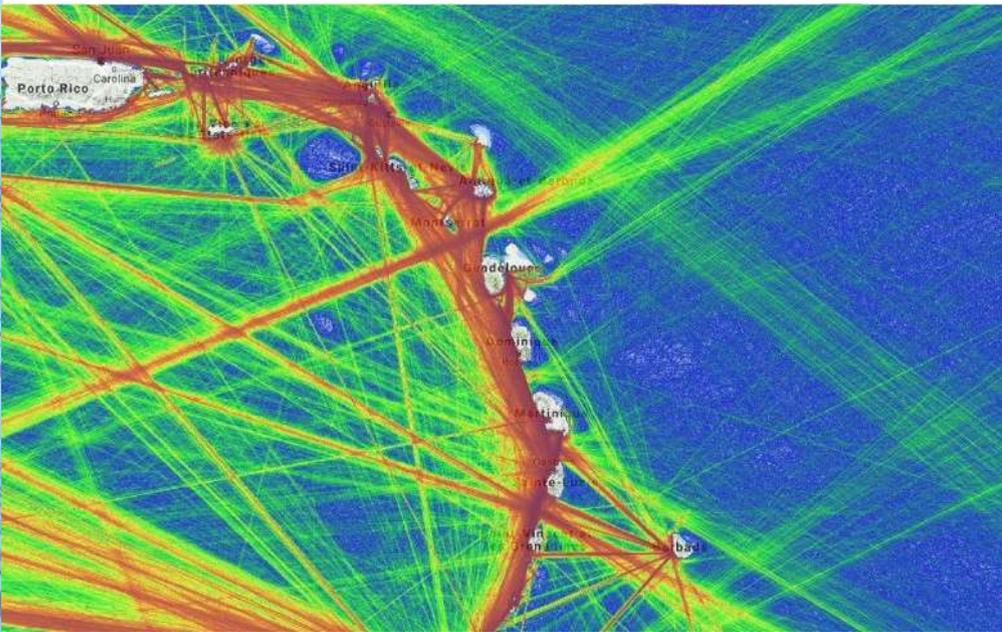




Sécurité maritime

-Zone maritime Antilles –





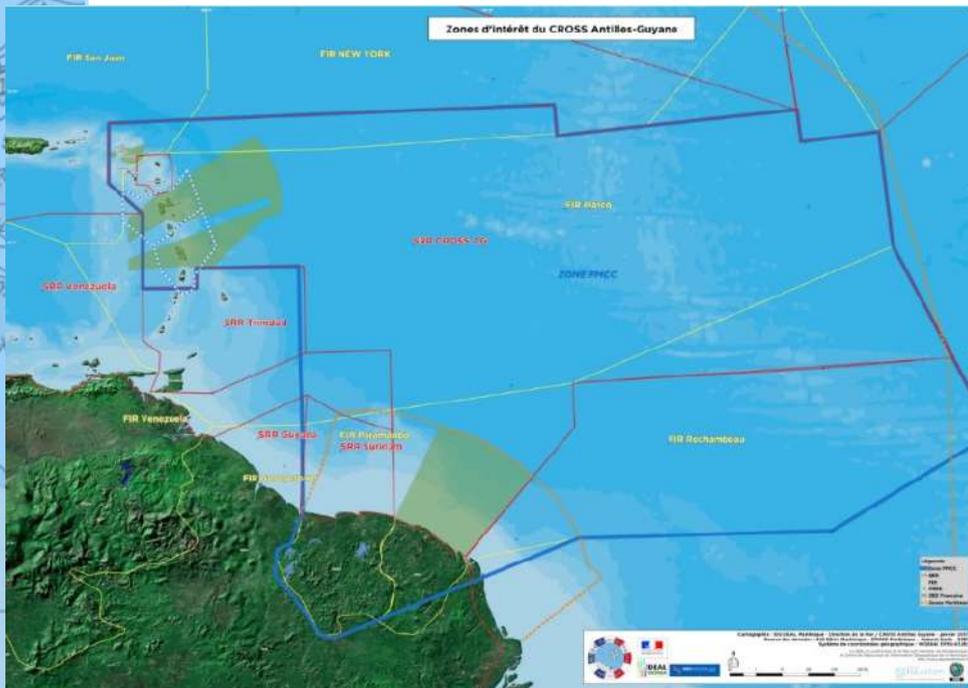
- économie maritime (transport)

- enjeux touristiques

- intense activité de croisières (**1/3 du trafic mondial** ; jusqu'à 50 000 passagers/jour sur des navires pouvant en accueillir jusqu'à 7 000).

- tourisme bleu** : 80 % des touristes aux Antilles ont pratiqué au moins une activité en lien avec la mer

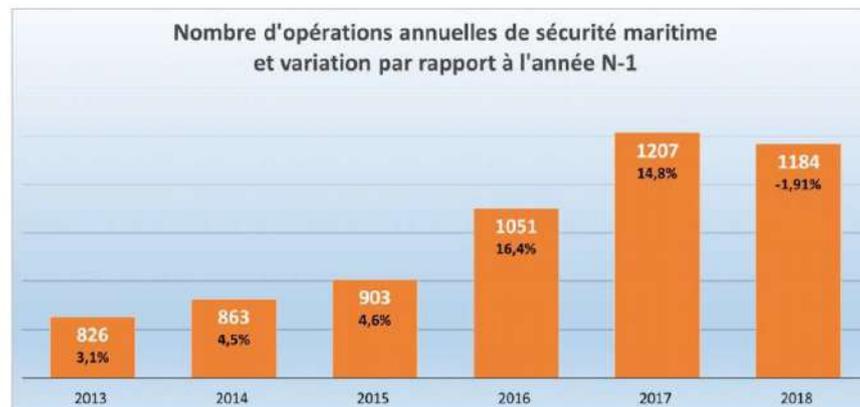
- enjeux sécuritaires



Analyse des risques



Mission recherche et sauvetage en mer



Mission SURveillance de la NAVigation maritime

| Type de navire | Nombre de messages émis | % |
|------------------------------|-------------------------|-----------------|
| NAVIRE A PASSAGERS | 2566 | 26,57 % |
| PORTE CONTENEUR | 1783 | 18,46 % |
| NAVIRE CITERNE | 1607 | 16,64 % |
| GENERAL CARGO | 1069 | 11,07 % |
| NAVIRE ROULIER | 1062 | 11,00 % |
| AUTRES | 561 | 5,81 % |
| NAVIRE GAZIER | 361 | 3,74 % |
| VRAQUIER | 233 | 2,41 % |
| TRANSPORT DE PRODUITS DIVERS | 219 | 2,27 % |
| PETROLIER | 196 | 2,03 % |
| TOTAL | 9657 | 100,00 % |

Autres missions :

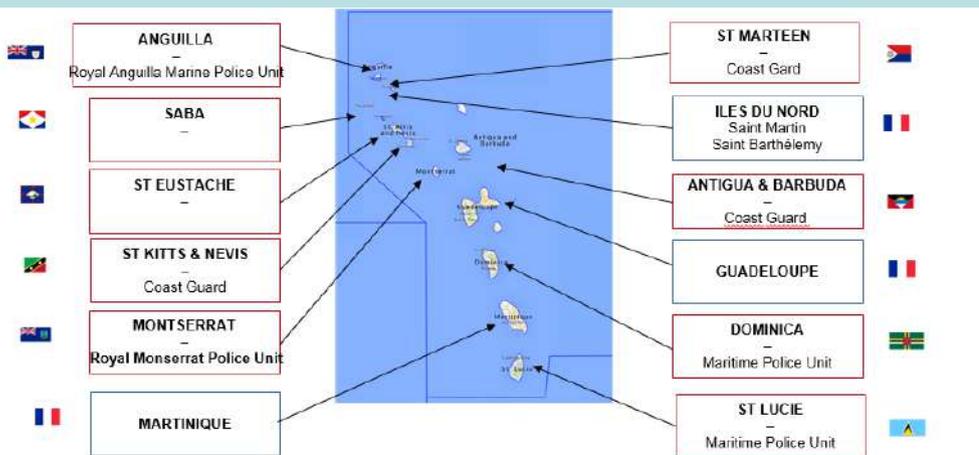
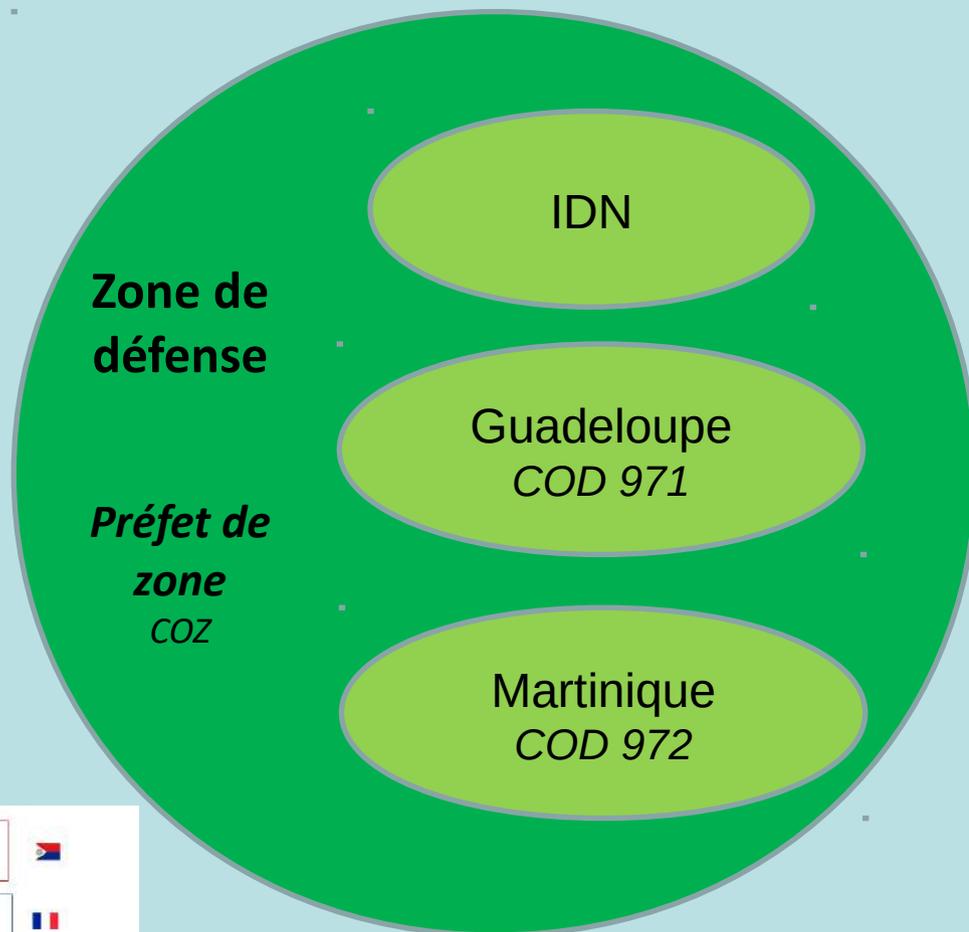
- SURPOL : 3 cas de faible ampleur en 2018
- Renseignement de Sécurité Maritime

-

ORSEC maritime aux Antilles

Zone maritime

Délégué du Gouvernement pour action de l'Etat en mer
CROSS AG (ANED/SAR)
CCMO Marine (POLMAR)



Calendrier prévisionnel d'adoption du DSB

Procédure d'adoption du DSB conformément au code de l'environnement, une fois le projet de DSB soumis au CMUBA plénier :

1/ Saisine de l'Autorité environnementale (= Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD) sur le projet de DSB et un rapport sur les incidences environnementales :

→ délai de 3 mois pour émettre un avis

(A défaut de s'être prononcée dans le délai indiqué au premier alinéa, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.)

cf. articles R122-17 et R122-21

Procédure d'adoption du DSB

2/ Une fois l'avis de l'AE recueillie, **consultation des organismes** suivants :

- les conseils généraux et les conseils régionaux ;
- les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux ;
- le Conseil national de la mer et des littoraux ;
- les comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ou à défaut le Comité national de la pêche et des élevages marins ;
- les comités de bassin et les offices de l'eau ;
- les commissions nautiques locales ;
- les chambres consulaires, les ARS, les conseils de coordination interportuaire, les établissements publics de l'Etat chargés d'une politique de recherche, de gestion ou de protection liée au littoral et aux milieux marins, les syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux et les associations agréées de protection de la nature.

→ **délai de 3 mois** (à défaut, avis réputé favorable) - article R219-1-24

Procédure d'adoption du DSB

2bis/ En parallèle de la consultation des organismes précités,

consultation du public pendant 2 mois

sur les sites internet du ministère chargé de la mer, du ministère chargé des outre-mer et de chaque préfecture de région

→ Les observations du public font l'objet d'un compte rendu de synthèse à l'intention de la commission DSB.

→ article R219-1-25

Procédure d'adoption du DSB

3/ A l'issue de ces consultations,

saisine des ministres chargés des outre-mer et de la mer

à partir du projet de DSB et tous les avis rendus :

les ministres peuvent se prononcer sur la compatibilité du DSB avec la
SNML

→ article R219-1-26



Procédure d'adoption du DSB

4/ A l'issue de tous ces avis,

validation du projet de DSB par la commission DSB.

5/ Puis, **avis final du CMUBA réuni en séance plénière** sur le projet de DSB accompagné d'une synthèse des procédures consultatives intervenues.

6/ **Adoption du DSB par arrêté conjoint des Préfets** qui co-président le Conseil maritime.



Calendrier prévisionnel d'adoption du DSB Antilles

Plénière juin 2019 : PROPOSITION : Avis sur le projet de DSB en plénier sous réserves

D'ici fin 2019 : Finalisation du projet de DSB (avec ultime consultation des membres par voie électronique et validation par la commission DSB ?) : chapitre introductif, travail sur les pressions lancé par l'AFB à la demande du CMUBA ? spatialisation des enjeux socio-économiques ?

Fin 2019-début 2020 : Lancement des consultations réglementaires

- Saisine de l'autorité environnementale au préalable : 3 mois
- Saisine des différents organismes et consultation du public : 3 mois
- Saisine des ministres pour avis

Second semestre 2020 : Commission DSB puis plénière d'adoption du DSB